

COMMENT POSTULER ?

Préinscription en ligne

Tapez à la barre d'adresse, <http://monpgi.cesag.sn/web/signup> et faites votre préinscription ; ou à partir du site www.cesag.sn cliquez sur le lien (plateforme candidature pour un nouveau candidat) pour faire une préinscription

Concours en présentiel par pays

Deux (02) Sessions en présentiel

- Samedi 25 mai 2024
- Samedi 27 juillet 2024

à la suite de la préinscription une convocation pour le concours sera adressée à tout candidat préinscrit lui précisant son centre de composition et le programme des épreuves.

Délibérations et proclamation des résultats

Après délibération et proclamation des résultats, chaque candidat recevra une notification de son résultat par mail.

Informations complémentaires :

 concours@cesag.edu.sn

+221 78 583 02 74

 +221 77 883 20 69

+221 77 836 71 95

COORDONNÉES BANCAIRES

N° COMPTE :

ECOBANK : SN094 01001 100000239002 17 SWIFT : ECOCSNDA

BCEAO : SN000 01001 000000800101 22 SWIFT : BCAOSNDA

BOA SENEGAL : SN100 01001 001193160005 26 SWIFT : AFRISNDAXXX



MASTER EN DÉCENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE (MDGL)

Devenez bilingue et prêt à l'emploi !

CESAG, Boulevard du Général de Gaulle x Malick SY, BP 3802 Dakar
(221) 33 839 73 60 - www.cesag.sn

Découvrez le MDGL

Le Master en Décentralisation et Gouvernance Locale (MDGL) est un master qui s'adresse à des cadres exerçant déjà dans les administrations territoriales et qui veulent parfaire leurs connaissances, des cadres évoluant dans le domaine de la gestion et qui veulent réorienter leur carrière vers les métiers de la gestion des collectivités et aussi des étudiants du second cycle universitaire en gestion qui veulent faire carrière dans les collectivités territoriales, comme administrateur.

Le Master en Décentralisation et Gouvernance Locale, en intégrant de nouvelles pratiques, vise à mettre à la disposition des CT des cadres capables de prendre en charge leur organisation et leur pilotage et leur gouvernance. Il s'agit de leur permettre d'acquérir les connaissances et les techniques modernes en vue d'améliorer leur efficacité dans la gestion de leurs organisations. Plus spécifiquement, la formation vise l'acquisition de savoir, de savoir-faire et de savoir-être indispensables au développement de l'individu et des collectivités au sein de laquelle il exerce son activité.

Plus particulièrement, les diplômés de ce parcours de formation seront capables de :

- Fournir des services de base de qualité aux habitants et promouvoir le développement local ;
- Observer les règles de Droit qui sont à la base de l'activité administrative ainsi que de rigueur et de loyauté professionnelle à l'égard des élus ;
- Définir les politiques et les moyens d'actions pour assurer un changement efficient dans les collectivités territoriales en Afrique ;

- Assurer une planification et une mise en œuvre des actions de développement à court, à moyen et à long terme dans les Collectivités Territoriales ;
- Assurer la gestion des collectivités selon les règles de bonne gouvernance ;
- Rendre compte des résultats des actions de manière transparente et régulière aux représentants élus et à la population de la CT
- Edicter les règles de droit applicables aux citoyens et aux services rendus par les collectivités territoriales ;
- Traduire dans les directives locales les principes et modalités d'organisation de la décentralisation dans leur espace géographique ;
- Mettre en place un dispositif de gouvernance efficace des collectivités territoriales ;

Public cible

Titulaires d'un diplôme de niveau Bac + 3 en sciences sociales (économie, droit, gestion, géographie, histoire, sociologie, politique...)

Coût de la formation :

Montant : 1 855 000 FCFA/an

Il faut prévoir un montant supplémentaire de 5 000 FCFA pour l'assurance Responsabilité civile.

Principaux métiers :

- Responsable en charge de l'administration et des finances d'une collectivité territoriale ;
- Cadre au sein d'un ministère en relation avec la gestion des collectivités territoriales ;
- Consultant intervenant pour le compte des collectivités territoriales ;
- Responsable de cabinet de Conseil en Organisation.